

The Politics of the City. A Canadian Perspective sous la direction de Timothy L. Thomas, International Thomson Publishing Nelson, 1997, 230 p.

Jacques Léveillé

Volume 17, Number 3, 1998

Repenser la communauté politique

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/040144ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/040144ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (print)

1703-8480 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Léveillé, J. (1998). Review of [*The Politics of the City. A Canadian Perspective* sous la direction de Timothy L. Thomas, International Thomson Publishing Nelson, 1997, 230 p.] *Politique et Sociétés*, 17(3), 198–201.
<https://doi.org/10.7202/040144ar>

The Politics of the City. A Canadian Perspective

(sous la direction de Timothy L. Thomas), International Thomson Publishing Nelson, 1997, 230 p.

Les recueils de textes portant sur la dynamique politique des villes canadiennes ne sont pas légion. Au cours des récentes années, ils ont toutefois été plus nombreux et plus ouverts quant à la définition et au traitement du phénomène politique dans les villes canadiennes. Même si la majorité des contributions regroupées dans ces recueils procèdent à l'analyse des dimensions institutionnelles de la gouvernance des villes et des agglomérations et à l'étude des relations souvent litigieuses des villes avec les autres paliers de gouvernement, un nombre croissant d'articles abordent la vie politique dans les villes à l'aide d'une définition moins institutionnelle ou plus éclatée de la politique urbaine. C'est le cas du recueil de textes rassemblés par Timothy Thomas.

Dans le chapitre d'introduction, Thomas précise que les contributions sollicitées explorent le potentiel que recèlent les façons non traditionnelles de faire de la politique dans les villes canadiennes. Aussi, sans faire totalement abstraction des possibilités d'agir et de faire progresser les choses en utilisant

les groupes de pression, les partis politiques municipaux et les structures politiques et administratives des villes, les auteurs et auteures insistent plutôt sur les nouvelles allégeances (féminisme, environnementalisme, pacifisme) qui se manifestent dans les villes par l'utilisation de nouveaux espaces publics et l'établissement de nouvelles alliances. Thomas nomme parfois cette mouvance urbaine « nouvelle politique locale » (*local politics*). Toutefois, il semble préférer le concept de politique communautaire (*community politics*) qui traduirait mieux la nouveauté du jeu politique apportée par ces mouvements sociaux urbains. Quelles sont les racines des communautés locales et urbaines dans lesquelles s'expriment la politique communautaire actuelle ? Quelles sont les manifestations concrètes de celle-ci dans les grands centres urbains du pays ? Est-il permis de croire que cette politique constituera une réponse appropriée aux tendances à la mondialisation, d'une part, et à l'aliénation individuelle, d'autre part ? Bref, quelles sont les possibilités et les limites du communautarisme dans les villes canadiennes de la fin du XX^e siècle ? Est-ce que ce communautarisme peut renouveler les formes d'expression du progressisme urbain dans les villes canadiennes ? Voilà les questions fort importantes qui sont abordées dans les trois parties du recueil de textes rassemblant autant de politologues que de non-politologues, analystes qui sont tous des spécialistes en études urbaines.

La première partie du recueil contient trois contributions qui soulèvent, sans complaisance et sans faux-fuyant, des interrogations essentielles sur les réalités qui constitueraient les fondations des nouvelles expressions de la dynamique politique dans les villes canadiennes, soit la communauté, le « local » et les mouvements sociaux. Cette démarche en trois temps était incontournable. En effet, il importait de vérifier si la communauté est encore une réalité vivante, ou si elle n'est qu'une réminiscence du XIX^e siècle et de la société rurale canadienne ou encore qu'une simple construction mentale élaborée par quelques activistes urbains. Il fallait également vérifier si le « local » a encore une résonance dans l'ordre de l'action, ou s'il n'est qu'une coquille juridique et administrative plus ou moins vide, puisque la solution des principaux problèmes qui se posent sur son terrain relèvent d'instances au-dessous (individu), au-dessus (gouvernements dits supérieurs) ou au-delà (mondialisation) de lui. Enfin, il était légitime d'interroger les chercheurs pour savoir si les nouveaux mouvements sociaux urbains sont, effectivement ou virtuellement, porteurs des espoirs innovateurs et progressistes que certains placent en eux. Les chapitres de Joshua Wolfe, de Heather Nicol et de Judith Garber apportent des réponses nuancées à chacune de ces trois interrogations.

La deuxième partie du recueil est consacrée à la présentation des espaces publics qui sont en voie de se constituer dans les grandes villes canadiennes autour d'enjeux tels que l'environnement, la sécurité publique, la coexistence ethnique et la place des femmes et des homosexuels dans la ville. On aurait pu lire la contribution de David Cameron dans cette partie du recueil plutôt qu'à la fin de la troisième partie. À tour de rôle Andrew Molloy, Clifford

Shearing, Yasmeeen Abu-Laban, Chantal Maillé et Neil Thomlinson exposent la façon dont les groupes concernés par l'un ou l'autre des enjeux ont cherché à ignorer, à utiliser ou à dépasser les instances locales pour faire valoir leurs revendications, transformer les attitudes ou promouvoir de nouvelles alliances. Certaines analyses semblent conclure que la promotion des valeurs portées par ces nouveaux acteurs urbains ne relève pas d'une stratégie de pression sur le pouvoir municipal. Ces derniers s'efforcent plutôt de construire ou de reconstruire une communauté d'action qui s'appuiera ou non sur une communauté territoriale, selon le cas. Selon la majorité des contributions, toutefois, les stratégies d'action observées sont plus diversifiées. Aussi, sans mettre beaucoup d'espoir du côté des instances locales de décision, les mouvements sociaux qui véhiculent les nouvelles valeurs urbaines estiment qu'il faut articuler une politique municipale (*local politics*) en même temps qu'une politique communautaire (*community* ou *neighbourhood politics*). L'article de Bernard Roy, dans cette deuxième partie du recueil, souligne d'ailleurs que l'action traditionnelle des groupes, en l'occurrence les gens d'affaires à Montréal, est parfois très efficace. Pourquoi se priver d'utiliser le gouvernement local comme allié lorsqu'il s'agit de faire plier les autres paliers de gouvernement ? Pourquoi refuser de faire pression sur lui lorsqu'il est en mesure de prendre les décisions qui touchent à des dimensions importantes de la vie des groupes ?

Ces deux dernières questions en suscitent quelques autres qui sont plus fondamentales : Est-ce que la politique locale compte ? Est-ce que la mondialisation des économies ne rend pas l'action locale ou insignifiante ou non pertinente ou purement symbolique ? Caroline Andrew, Frances Frisken, Scott Evans, Harold Chorney et Timothy Thomas tentent d'apporter des réponses à la fois rigoureuses et mesurées à ces énormes questions. Certains articles sont plus optimistes que d'autres quant aux possibilités d'intervention au niveau local. D'autres insistent plus sur les obstacles à l'action locale ou communautaire. Aussi, toutes les contributions reprennent, avec plus ou moins d'insistance, cette idée maîtresse du recueil que la politique de la ville, en cette fin de siècle, se cherche, s'exprime et se projette dans de nouveaux espaces publics de discussion et d'action. Ceux-ci constitueront ou ne constitueront pas des tremplins pour le renouvellement de la politique de la ville et dans la ville. Cela reste à voir. Ils nous auront au moins obligés à remettre en question notre façon d'analyser la ville et les actions politiques qui s'observent sur son terrain.

Dans la majorité des cas, les recueils de textes sont le résultat d'un colloque ou d'une rencontre portant sur une thématique et suivant une orientation éditoriale. Aussi, chaque texte doit traiter d'une dimension du thème de façon que le tout soit cohérent et que les textes soient complémentaires. Nous connaissons les résultats pour le moins inégaux de ces exercices. Dans le cas du présent recueil, le directeur T. Thomas ne semble pas avoir transmis de directives très strictes. Son introduction laisse même entendre qu'il aurait précisé, après réception d'une contribution ou d'une autre, le fil conducteur, les idées maîtresses et la structure finale du recueil.

Si tel est le cas, bravo ! Les voies non hiérarchiques et non traditionnelles adoptées par les nouveaux groupes sociaux urbains seraient donc aussi valables pour l'organisation de recueils de textes les concernant. Avec un danger toutefois, celui de minimiser la place et l'importance des structures traditionnelles et des mécanismes anciens par lesquels se faisait, se défaisait et se recomposait le jeu politique urbain. Ainsi, à l'exception de quelques contributions qui insistent sur la persistance de ces structures et de ces mécanismes, le recueil néglige de prendre en considération l'influence des groupes de pression, des partis politiques, des médias, des élus locaux, des appareils administratifs urbains, etc. Il est vrai que d'autres recueils portant des titres semblables traitent prioritairement de ces autres éléments de la politique de la ville.

Il faut donc lire *The Politics of the City. A Canadian Perspective* comme un complément original et essentiel à la compréhension et à l'analyse de la ville canadienne contemporaine et de celle qui est en gestation. Il y a les forces qui cherchent à s'exprimer ; il y a celles qui sont bien installées. La conscientisation et la mobilisation individuelles, la solidarité communautaire et l'appropriation effective de nouveaux espaces publics sont sûrement à l'origine de transformations majeures de la politique urbaine. Mais il ne faudrait pas répéter l'erreur de certaines analyses des années 1960 et 1970 qui n'ont pas su ou pas voulu considérer que la montée de nouvelles forces sociales ne s'effectue jamais dans un vide institutionnel ou politique, surtout si ces analyses sont appelées à servir de guide à l'action sur le terrain.

Jacques Léveillé
Université du Québec à Montréal